



## CONJONCTURE ECONOMIQUE

# Tendances conjoncturelles

Entre stabilisation et fragilités persistantes

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA)<sup>1</sup> s'établit à 100,6, contre 95,6 au trimestre précédent. Il atteint ainsi un niveau égal à sa moyenne de longue période (100) et retrouve son niveau du début d'année dernière. Les signaux de stabilisation, perceptibles au trimestre précédent, se confirment, ce qui suggère que le point bas aurait été atteint.

La confiance et la perception de l'environnement économique des chefs d'entreprise, particulièrement impactées au dernier trimestre 2024, notamment en raison du mouvement social contre la vie chère, ont cessé de se dégrader, ce qui contribue à expliquer la hausse de l'ICA et à enrayer cette tendance baissière. Si cette remontée traduit une phase de stabilisation de l'économie martiniquaise, elle ne matérialise pas pour autant un réel redémarrage de l'activité. Après cette période dégradée, les entreprises retrouvent un peu de visibilité. Les prévisions pour le deuxième trimestre 2025 se redressent légèrement.

L'inflation continue de ralentir en rythme annuel, mais la consommation des ménages demeure globalement atone. L'emploi ne montre pas de signes nets d'amélioration.

### Le climat des affaires se redresse

Au premier trimestre 2025, l'ICA augmente de 5 points par rapport au quatrième trimestre 2024 et atteint 100,6 points. Il revient ainsi sur un niveau équivalent à celui du premier trimestre 2024 et sur sa moyenne de longue période. Cette hausse, qui met fin à trois trimestres de baisse consécutive, est rassurante mais n'indique pas à ce stade une réelle reprise.

La baisse du solde d'opinion sur l'activité ralentit et contribue positivement à l'ICA, malgré une activité qui reste pour l'instant dégradée.

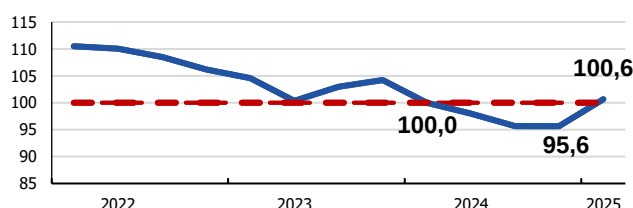
De plus, l'ensemble des soldes d'opinion sur les délais de paiement, les effectifs et les prix se sont améliorés ce trimestre, laissant entrevoir une dynamique moins défavorable pour les mois à venir.

Plus particulièrement, les soldes d'opinion sur les délais de paiement passés et prévus contribuent à l'amélioration du climat des affaires avec une progression nette par rapport au quatrième trimestre 2024 et une stabilisation anticipée pour le trimestre à venir.

Jusqu'alors mal orientés, les soldes d'opinion relatifs aux effectifs et aux prix sur le trimestre écoulé s'améliorent, contribuant significativement à la hausse de l'ICA.

En revanche, le solde d'opinion sur la trésorerie prévue se dégrade de nouveau, freinant la hausse de l'ICA.

**Indicateur du climat des affaires**  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

<sup>1</sup> Pour appréhender l'évolution de la conjoncture, L'IEDOM réalise chaque trimestre une enquête auprès d'un échantillon représentatif de plus d'une centaine d'entreprises employant au total plus de 7 000 salariés.

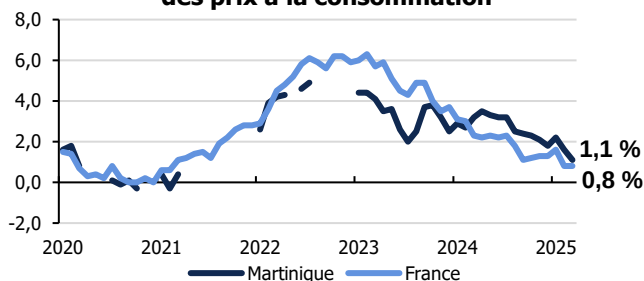
## L'inflation ralentit sur un an

Après avoir atteint +0,4 % entre septembre et décembre 2024, l'inflation s'élève à +0,6 % entre décembre 2024 et mars 2025. Les prix de l'alimentation sont en baisse de 0,3 %, ceux de l'énergie également de 2,6 %, alors que les prix des services et des produits manufacturés sont en hausse respectivement de 1,6 % et de 0,4 % entre fin décembre 2024 et fin mars 2025.

Le ralentissement annuel de l'inflation se confirme avec une progression des prix à la consommation de 1,1 % en mars 2025 (+0,8 % pour la France entière), contre 1,8 % à fin décembre 2024. Les prix progressent de 1,8 % pour l'alimentation, de 0,8 % pour les produits manufacturés, de 2,0 % pour les services et diminuent de 4,7 % pour l'énergie.

Au 1<sup>er</sup> avril 2025, le revenu de solidarité active (RSA) a été revalorisé, passant de 635,71 euros à 646,52 euros (+1,7 %) pour une personne seule.

**Évolution en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation**

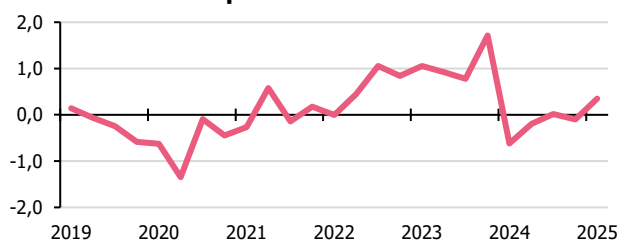


Source : Insee © IEDOM

## Marché de l'emploi : une amélioration perçue malgré une réalité contrastée

La contraction du solde d'opinion sur l'emploi, extrait de l'enquête de conjoncture, s'est atténuée au fil de l'année 2024, laissant place à une amélioration au premier trimestre 2025 selon les chefs d'entreprise. Les prévisions pour le trimestre à venir sont assez stables.

**Solde d'opinion sur les effectifs**



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

En revanche, la réforme du RSA<sup>2</sup> et l'évolution des règles d'actualisation de France Travail depuis janvier impactent à la hausse le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A qui augmente de 7,5 % (CVS) en ce début d'année 2025 (contre +1 % au trimestre précédent). Cette progression concerne principalement les jeunes de moins de 25 ans (+40,3 % CVS) et touche aussi bien les hommes (+9,2 % CVS) que les femmes (+6,0 % CVS).

Si ces modifications compliquent l'analyse de l'évolution du marché du travail, les chiffres hors RSA et hors jeunes en parcours affichent malgré tout une hausse de 4,7 % (CVS) sur le trimestre du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A.

## Une consommation encore fragile

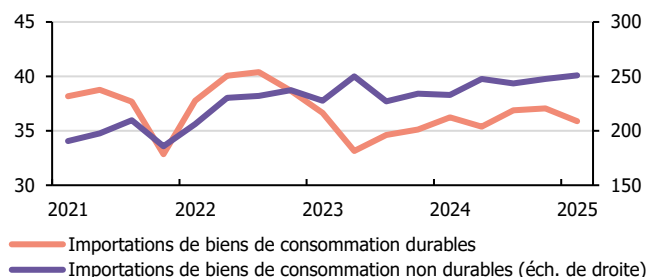
En ce premier trimestre 2025, la consommation des ménages reste globalement atone, malgré l'attente d'un possible rebond après une fin d'année dégradée.

D'un côté, les recettes de TVA sont en légère hausse sur le trimestre (+0,5 % CVS) bien qu'en net repli par rapport au premier trimestre 2024 (-3,9 %). De l'autre, les recettes d'octroi de mer sont orientées à la baisse par rapport au premier trimestre 2024 (-11,0 %).

Pour le secteur du commerce, le solde d'opinion sur le niveau d'activité, en dégradation continue ces trois derniers trimestres, traduit une contraction de l'activité, bien que de manière moins marquée qu'auparavant. Les perspectives d'activité dépeignent un recul à nouveau plus prononcé pour le prochain trimestre.

Les importations de biens de consommation durables reculent (-3,2 % CVS) tandis que les importations de biens de consommation non durables progressent (+1,4 % CVS) sur le trimestre. Parallèlement, les ventes de véhicules aux particuliers affichent une nette hausse sur le trimestre (+4,8 %, CVS).

**Importations de biens de consommation**  
(en millions d'euros, CVS)



Source : Douanes © IEDOM

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent, pour partie, assez défavorablement ce trimestre. Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement est en hausse à la fois sur le trimestre (+20,9 %) et sur l'année (+25,8 %). Les incidents de paiements sont également légèrement plus nombreux (+0,4 % sur le trimestre et +0,2 % sur l'année). Les retraits de carte bancaire sont en baisse (-2,5 %). On enregistre cependant une diminution des incidents sur chèques (-4,3 %) et du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-1,9 %).

<sup>2</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, en vertu de la loi pour le plein emploi, les bénéficiaires du RSA sont automatiquement inscrits à France Travail et doivent signer un contrat d'engagement précisant leurs objectifs d'insertion sociale et professionnelle.

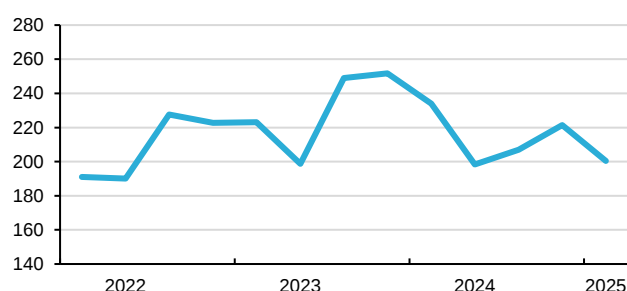
## Des entreprises dans l'expectative s'agissant de l'investissement

Au premier trimestre 2025, la dynamique d'investissement s'érode. Les importations de biens d'investissement diminuent de 3,2 % (CVS) sur le trimestre.

Les prévisions d'investissement sont pessimistes dans les secteurs des autres industries et du commerce et sont atones dans le BTP. La dynamique d'investissement est plus favorable dans les secteurs primaire et des industries agroalimentaires, dans l'hôtellerie/tourisme, et dans le secteur des services aux entreprises.

9 % des chefs d'entreprise interrogés craignent une défaillance de leur entreprise dans les douze prochains mois, contre 8 % un an auparavant.

Importations de biens d'investissement  
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes © IEDOM

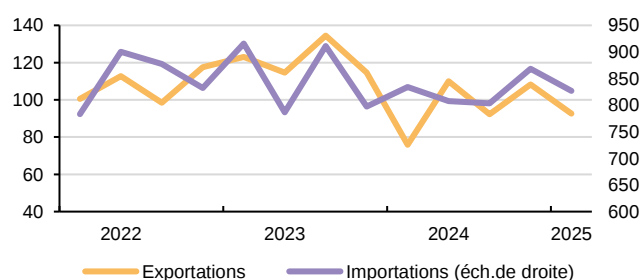
## Hors produits pétroliers, le déficit commercial est stable

Au premier trimestre 2025, le déficit commercial hors produits pétroliers est relativement stable (+0,1 %, CVS). Les importations hors produits pétroliers fléchissent légèrement (-0,4 %, CVS) en raison notamment de la baisse des importations de matériels de transport (-6,0 %, CVS) et des autres produits industriels (-0,5 %, CVS). Les exportations hors produits pétroliers sont en baisse (-6,5 %, CVS), du fait principalement de la diminution des exportations de produits agricoles (-4,1 %, CVS) et de produits agroalimentaires (-10,5 %, CVS).

Les exportations de produits pétroliers sont en baisse de 14,9 % (CVS) et les importations de produits pétroliers de 26,1 % (CVS). Le solde, structurellement négatif, se réduit de 29,7 % (CVS). Par rapport au quatrième trimestre, le prix moyen du baril de Brent est en légère hausse (75,8 \$, soit +1,6 %).

Le déficit commercial se réduit de 3,4 % (CVS) par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2024. Les exportations totales sont en baisse de 14,5 % (CVS) et les importations totales diminuent de 4,8 % (CVS).

Échanges extérieurs (hors services)  
(CVS, en millions d'euros)

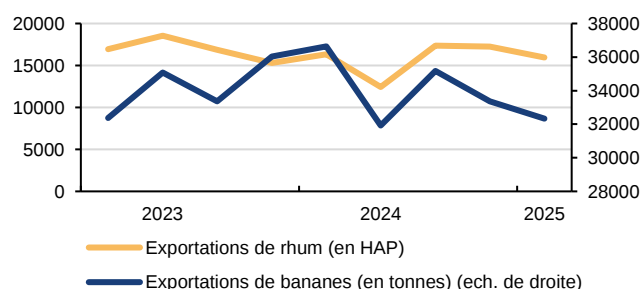


Source : Douanes © IEDOM

## Une nouvelle baisse d'activité dans la majorité des secteurs

Dans le secteur **agricole et des industries agroalimentaires**, le solde d'opinion d'activité continue de se contracter en ce début d'année. Les exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires sont en baisse respectivement de 4,1 % (CVS) et de 10,5 % (CVS). Dans le détail, les exportations de rhum diminuent de 7,5 % (CVS) et celles de bananes de 3,1 % (CVS). Le solde d'opinion relatif à la trésorerie des entreprises se dégrade de nouveau et les prévisions pour le prochain trimestre sont pessimistes. Le solde d'opinion sur les charges d'exploitation se détériore également. En revanche, le solde d'opinion sur les délais de paiement est en amélioration.

Exportations de bananes et de rhum (CVS)



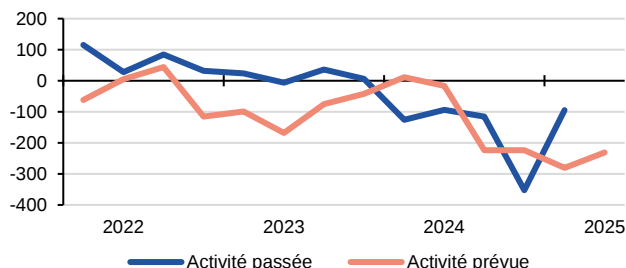
Sources : CODERUM, Douanes © IEDOM

Concernant les **autres industries**, le solde d'opinion d'activité se dégrade ce trimestre, mais moins que le trimestre précédent, et les prévisions sont plutôt optimistes pour le deuxième trimestre. Les soldes d'opinion qui matérialisent le niveau des charges d'exploitation, les effectifs, et les délais de paiement se stabilisent alors que le solde d'opinion relatif à la trésorerie se dégrade.

Dans le secteur du **BTP**, le solde d'opinion d'activité se dégrade également, même si la situation pourrait s'améliorer le trimestre prochain. À mars 2025, le nombre de logement commencés est en baisse de 16,7 % et le nombre de logements autorisés à la construction de 28,0 %. Les ventes de ciment diminuent de 2,4 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Les soldes d'opinion sur les charges d'exploitation et les trésoreries, particulièrement dégradés ces dernières années, reviennent à l'équilibre. En revanche, les soldes d'opinion sur les délais de paiement et sur les effectifs restent dégradés.

S'agissant du secteur du **commerce**, la dégradation du solde d'opinion relatif à l'activité des entreprises s'infléchit, mais les chefs d'entreprise ne sont pas optimistes pour le prochain trimestre. Les soldes d'opinion relatifs aux charges d'exploitation, aux trésoreries, aux effectifs, ou aux délais de paiement, se dégradent.

**Solde d'opinion d'activité des entreprises du commerce**

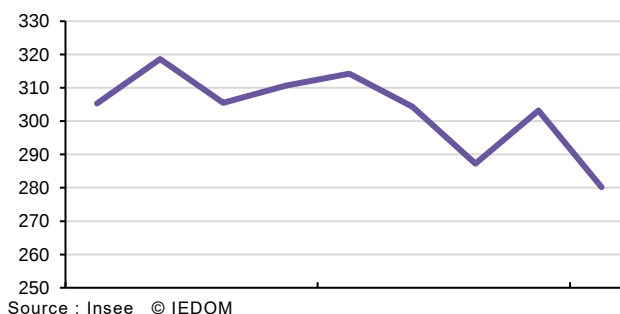


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Le secteur de **l'hôtellerie/tourisme** s'inscrit dans une dynamique plus positive. Le solde d'opinion d'activité progresse en ce début d'année et l'évolution des autres soldes d'opinion est favorable. Les soldes d'opinion

relatifs aux trésoreries et aux délais de paiement s'améliorent. Toutefois, le nombre de nuitées hôtelières s'avère être en baisse de 7,6 % (CVS) sur le trimestre et de -8,6 % par rapport au premier trimestre 2024.

**Nombre de nuitées (CVS, en milliers)**



Source : Insee © IEDOM

Enfin, dans le secteur **des services aux entreprises**, le solde d'opinion d'activité s'améliore ce trimestre, et cette tendance pourrait se confirmer le trimestre prochain. Excepté le solde d'opinion relatif aux trésoreries qui se dégrade, les autres soldes d'opinion font état d'une amélioration générale. Par exemple, le solde d'opinion sur les carnets de commandes s'améliore.

## Les pays de la caraïbe face à un contexte d'incertitude mondiale

Les économies caribéennes évoluent dans un environnement marqué par un contexte d'incertitude mondiale. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une diminution de la croissance économique de la Caraïbe, estimée à 4,2 % en 2025, en incluant le Guyana dont la croissance atteint 10,3 %. Ce ralentissement est attribué à plusieurs facteurs extérieurs, notamment les hausses de tarifs douaniers aux États-Unis. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), les perturbations internationales ont des conséquences directes sur les exportations de la région et provoquent une forte volatilité sur les marchés mondiaux.

En **Dominique**, la croissance économique devrait atteindre 4,25 % en 2025, après une progression de 3,5 % du PIB en 2024 selon le FMI. L'inflation tend à diminuer, passant de 7 % en 2023 en moyenne à 3,1 % en 2024. Par ailleurs, un financement de 24 millions de dollars a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque Mondiale afin de soutenir les finances publiques et renforcer la résilience du secteur financier.

L'économie de **Sainte-Lucie** a enregistré une croissance supérieure à 3 % durant quatre années consécutives. Le chômage a atteint son niveau le plus bas, s'élevant à 10,8 % en 2024, contre 21,6 % en 2014. Dans cette dynamique marquée par un contexte économique favorable, le gouvernement a annoncé le budget national 2025-2026, s'élevant à un montant record de 760 millions de dollars.

S'agissant de la **République dominicaine**, le FMI prévoit une croissance de 4,5 % en 2025 et de 5,1 % en 2026, le dynamisme de la croissance est porté par le secteur du tourisme, avec l'arrivée de 3,3 millions de visiteurs au premier trimestre 2025, soit une hausse de 4 % pour la même période en 2024 et de 16 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Le niveau d'inflation reste maîtrisé, soit 3,56 % en février 2025, conforme à son objectif de 4 %.

Enfin, l'économie **barbadienne** a progressé de 2,6 % au premier trimestre 2025, soutenue par le tourisme, les services aux entreprises et la construction. Dans ce contexte, le secteur financier est resté stable, l'inflation continue de ralentir et la position extérieure du pays s'est renforcée.

Sources : DG Trésor, FMI, Banque Mondiale

## Une croissance mondiale entravée par les incertitudes et la politique douanière américaine

Le FMI maintient ses anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Celle-ci devrait atteindre 4,3 % en 2025 puis 3,6 % en 2026. Ce reflux pourrait toutefois être moindre qu'initialement annoncé avec des anticipations d'inflation aux États-Unis et au Royaume-Uni revues à la hausse. Le coût élevé des services, le rebond du prix des matières premières et l'impact de la hausse des droits de douane impacteraient en effet l'inflation aux États-Unis ; de même que la hausse des tarifs réglementés au Royaume-Uni.

Les prévisions de croissance américaine sont revues à la baisse : selon les dernières prévisions du FMI, le PIB progresserait de 1,8 % en 2025 et 1,7 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 2,7 % et 2,1 % en janvier 2025. Ce moindre optimisme procède tant des tensions commerciales et de la mise en place de nouveaux droits de douane que d'une consommation moins dynamique qu'attendu.

En zone euro, le contexte d'incertitude et la hausse des droits de douane aux États-Unis pèsent également sur les perspectives de croissance qui, selon le FMI, atteindrait 0,8 % en 2025 et de 1,2 % en 2026. Au sein de la zone euro, l'économie allemande devrait connaître une croissance nulle en 2025. L'Espagne en revanche se distinguerait par son dynamisme, affichant une croissance de 2,5 %, à la faveur notamment des reconstructions consécutives aux inondations survenues en 2024.

En France, le premier trimestre 2025 est marqué par une croissance modérée du PIB de 0,1 % selon les premières estimations de l'Insee (après la baisse de 0,1 % au quatrième trimestre 2024 liée au contrecoup des Jeux olympiques). La Banque de France anticipe une hausse modeste, +0,7 %, pour l'exercice 2025, suivie d'une accélération en 2026, à +1,2 %.

L'économie japonaise souffre elle aussi des incertitudes nées de la politique douanière américaine, qui pourraient peser sur la consommation des ménages nippons. La prévision de croissance pour 2025 est ainsi revue à la baisse par le FMI à 0,6 % pour 2025, contre 1,1 % dans les dernières prévisions de janvier.

Le ralentissement concernerait également les pays émergents en 2025 : la Chine, qui souffre des incertitudes nées de la politique douanière américaine voit ses anticipations de croissance pour 2025 ramenées à 4,0 %, contre 4,6 % en janvier ; en Inde, les prévisions de croissance ont été ramenées à 6,2 % pour 2025 (6,5 % en janvier). La croissance des pays émergents d'Afrique subsaharienne et d'Europe est également attendue en ralentissement pour l'année 2025. Les économies du Moyen-Orient et d'Asie centrale bénéficient de perspectives plus favorables.

Sources : FMI, INSEE, Banque de France

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : P. CROISSANDEAU ■ Responsable de la rédaction : A. BOILEAU

Rédaction : A. CARIOU, C. LUIS ■ Participation aux travaux : A. BUSCAGLIA, E. COYAN